

ORGANISATION

-

Ce scénario rend toujours plus difficile un consensus à l'OMC et prouve que la prétendue égalité des chances, sans qu'on tienne compte de l'écart qui sépare toujours plus le monde industriel du monde en développement, doit faire l'objet d'une analyse urgente. Cuba propose donc d'aborder en priorité la révision des règles en vigueur, dont une plus grande transparence qui permettrait la participation réelle de tous les Membres.

L'unité et la solidarité des pays en développement au sein de l'Organisation mondiale du commerce sont essentielles si l'on veut réformer les règles du commerce international actuelles: celles-ci devant constituer un mécanisme en mesure de faciliter le développement économique et d'alléger la pauvreté, il faut absolument restructurer le système commercial multilatéral pour permettre aux pays qui luttent pour éliminer la pauvreté, mettre en valeur les ressources humaines, améliorer la santé, supprimer des pandémies comme le SIDA, la tuberculose et la malaria, entre autres maladies qui touchent l'humanité, mettre un terme à l'échange inégal et trouver une solution aux problèmes de la dette extérieure, d'atteindre leurs objectifs essentiels.

Bref, nous devons lutter pour arriver à un développement digne de ce nom: nous n'avons pas d'autre choix que de trouver des solutions et d'opérer de profonds changements dans l'ordre économique et social en vigueur qui est d'ores et déjà intenable et insupportable.

Dans cette lutte pour un monde meilleur, Cuba mène une révolution sociale et de prise de conscience que nous avons baptisée la "Bataille des idées" et qui nous a permis de lancer, en trois années de travail ardu, plus de 150 programmes sociaux, la plupart consacrés à l'éducation et à la santé, qui garantissent gratuitement l'élévation de la culture générale et artistique, la démocratisation du savoir massive, la rénovation profonde des systèmes d'enseignement, la divulgation de concepts et de thèmes politiques et économiques,